« Dialogue social » et variétés des capitalismes : une analyse de long terme

Bernard Gazier, Université Paris 1 Congrès international sur les études du travail et de l'emploi

Québec, Hôtel Pur, 31 mai – 3 juin 2015

Cette intervention reprend et prolonge les analyses et résultats d'une recherche réalisée avec Olivier Boylaud (Centre Cournot) :

- B. Gazier et O. Boylaud, 2014,
- « La dynamique des capitalismes et la participation des travailleurs : une analyse de long terme », *Prisme* n°28, Décembre 2013, Fondation et Centre Cournot

Justification du sujet et plan de l'intervention

- Succès dans la crise actuelle des pays « nordiques » et « germaniques », et rattrapage des pays « anglo-saxons », pressions généralisées de la finance et de l'austérité, poursuite de l'érosion du pouvoir des syndicats -> rejet de l'approche en termes de « variétés du capitalisme » y compris par ceux qui ont participé à son développement ? Cf. W. Streeck (2013)
- Objet de cette intervention : non pas revenir sur le débat d'ensemble, mais approfondir et illustrer l'idée de « complémentarités institutionnelles » dans le champ des « relations industrielles » et de la « participation des travailleurs »
- 1. Une perspective pragmatique, partielle et ouverte à partir de différentes dimensions et modalités du « dialogue social »
- 2. Une analyse statistique de long terme des tendances affectant les relations industrielles ainsi synthétisées dans les pays développés : Érosion ? Convergence ?

W. Streeck (2013) 2014 p. 13

• « Traiter la crise comme un stade intermédiaire au sein d'une séquence de développement longue révèle que les parallèles et les interactions entre les pays capitalistes l'emportent de loin sur les différences institutionnelles et économiques »

I. De la codétermination au « dialogue social » : Quelques termes à stabiliser

- Codétermination = « élection au conseil d'administration ou de surveillance de représentants des salariés disposant du droit de vote »
- Equilibre des pouvoirs entre salariés et capitalistes ?
- En politique la « social-démocratie » était marxiste et révolutionnaire vers 1900, puis a cherché une voie gradualiste et pacifique vers le socialisme, et a été relue en termes de « 3ème voie » par T. Blair et G. Schröder en 1999... en attendant un renouveau ?
- Paritarisme ? Tripartisme ? « Démocratie sociale » ? « Corporatisme » ? « Dialogue social » ?

Quelques entrées...

- Par les doctrines
- Par les systèmes politiques
- Par les « systèmes de relations industrielles »
- Par les entreprises -> « corporatisme », VdC
- Par les régimes d'accumulation
- Par une vision restreinte et ouverte des « complémentarités institutionnelles »

Une analyse en termes de complémentarités institutionnelles

- Partir du cas de l'Allemagne : codétermination mais *pas* socialdémocratie !
- Trois types de dispositions institutionnelles selon M. Aoki (2001):
 - 1. Etat assurant une régulation « corporatiste » des salaires limitant l'impact de la concurrence décentralisée
 - 2. Une structure d'entreprise qui assure, via une « circulation de l'information mixte », une part d'expression et d'appropriation aux travailleurs
 - 3. La participation du salarié au « contrôle résiduel »
- « Equilibre des stratégies et des représentations » : du droit de vote au veto dans un jeu à trois
- Les trois composantes peuvent relever de choix et de genèses différents, elles s'impliquent les unes les autres
- Liens avec d'autres sphères : ex. banques « patientes »

Deux voies principales pour le « capitalisme coordonné »

- Selon Jackson 2005a et b:
- Voie « scandinave », reposant sur un fort pouvoir politique de partis de gauche et une forte syndicalisation -> « social-démocratie »
- Voie « germanique » reposant sur un moindre pouvoir de la gauche et des syndicats, mais aussi sur un moindre pouvoir des actionnaires minoritaires -> « corporatisme continental »

Vers une version restreinte et ouverte des complémentarités institutionnelles

- Ne pas surestimer la cohérence de ces dispositions, dont l'installation est contingente; rôle clé du secteur industriel
- Il y a des degrés voire de l'hétérogénéité
- Et des « équivalents fonctionnels »
- => On peut se centrer sur un noyau de « relations industrielles », en ouvrant sur d'autres sphères et en distinguant les interactions centrales de leur périphérie

Le « Dialogue social » comme noyau central des Relations Industrielles

- Définition du BIT : le DS « inclut tous les types de négociation, de consultation ou simplement d'échange d'informations entre les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, sur les questions présentant un intérêt commun pour eux en matière de politique économique et sociale »
- Inclut d'emblée le tripartisme, mais ne considère pas la gestion conjointe ni la codétermination -> les introduire ici!

Une définition plus générale du « dialogue social » : quatre composantes et trois versions

- Information
- Négociation décentralisée des salaires
- Participation à la gestion des organismes de protection sociale
- Co-détermination marginale

- Concertation
- Négociation centralisée des salaires
- Responsabilité de la gestion d'organismes de protection sociale
- Co-détermination équilibrée

Une définition pragmatique et ouverte

- Combinatoire simple dont l'interprétation varie selon l'intensité du pouvoir reconnu aux salariés
- Susceptible d'être associée à des indicateurs
- Rôle de l'Etat, implicite et ambigu : appui ? Compensation ? Hostilité ?
- Contingence : rôle clé des grandes entreprises industrielles

II. L'évolution du « dialogue social » (1985 – 2011)

- Stratégie empirique : repérer des groupes de pays à partir d'un ensemble d'indicateurs caractérisant le « dialogue social » dans ses modalités et son intensité. Pas de pondération a priori
- S'interroger sur la stabilité de ces groupes au cours du temps, puis sur leurs performances économiques et sociales

Les données

6 indicateurs

- -Degré de coordination des négociations salariales (1 à 5)
- -Densité syndicale (%)
- Autorité des syndicats sur leurs affiliés (0 à 1 en fonction de l'autorité des syndicats sur leurs affiliés)
- -Structure de représentations des salariés (0 à 1 en fonction de l'importance des droits accordés)

Plus deux « leviers – béquilles » :

- -Taux de couverture de la négociation collective (%)
- Intervention du gouvernement dans les négociations salariales (1 à 5 en fonction de son importance)

19 pays de l'OCDE sur la période 1985-2011

Source des données : "Data Base on Institutional Characteristics of Trade Unions, Wage Setting, State Intervention and Social Pacts, 1960-2011 (ICTWSS), (version 4 - avril 2013)

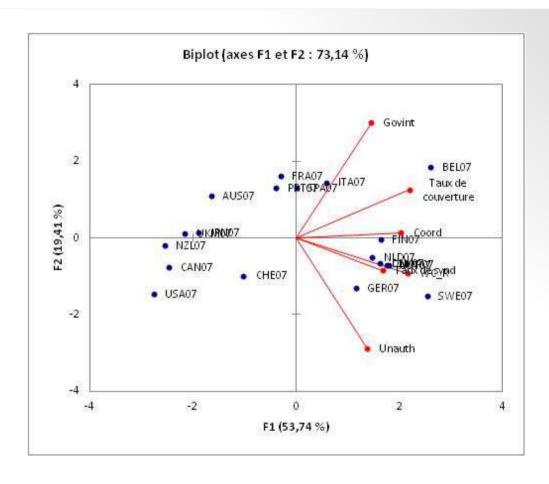
II.2 Une méthode en 2 étapes

Pour, chaque jeu de données portant sur 1985, 1991, 2001, 2007 et 2011, :

1^{ère} étape : analyse en composante principale (ACP) pour explorer les liaison entre les variables et les ressemblances entre les individus

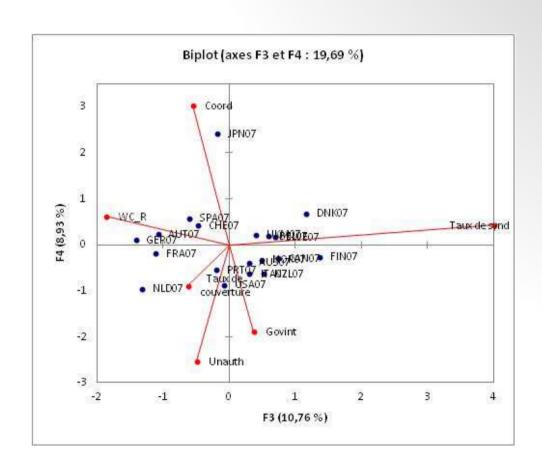
2ème étape : en partant des résultats obtenus sur les 4 premiers axes factoriels de l'ACP, répartition des pays par la méthode de classification par nuées dynamiques (k-means) en 5 classes

Résultats de la première étape pour 2007 (1/2)



L'axe 1 est un axe de puissance intrinsèque du syndicat (masse d'adhérents, coordination, droits au sein des firmes).
L'axe 2 peut se lire selon les variables « appui / béquilles », avec en haut des situations où l'influence de l'État est forte

Résultats de la première étape pour 2007 (2/2)



L'axe 3 est organisé par l'opposition entre l'influence directe du syndicat par sa masse ou par les droits de ses représentants dans l'entreprise. L'axe 4 correspond au degré de coordination

Une stabilité dans le temps des groupes obtenus (2ème étape)

	1985	1991	2001	2007	2011*
AUS	В	С	Α	Α	AB
CAN	А	Α	Α	Α	AB
NZL	В	Α	Α	Α	АВ
UKM	А	Α	Α	Α	AB
USA	Α	Α	Α	Α	AB
CHE	Α	Α	Α	В	F
JPN	В	В	В	В	AB
FRA	С	С	С	С	С
ITA	С	С	С	С	F
PRT	С	С	С	С	С
SPA	С	С	С	С	С
BEL	D	D	D	D	D
DNK	D	D	D	D	D
FIN	D	D	D	D	D
NOR	E	D	D	D	D
SWE	D	D	D	D	D
AUT	E	E	E	E	E
GER	E	E	E	E	E
NLD	E	Е	E	Е	E

Les résultats de la classification (k-means) des pays en 5 groupes à partir des 4 premiers axes factoriels obtenus à l'étape 1

En partant des résultats de 2007, on a retenu comme code :

A pour le groupe de pays qui contient les USA.

B pour le groupe qui contient le Japon,

C pour celui qui contient la France,

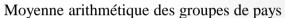
D pour celui qui contient la Suède et

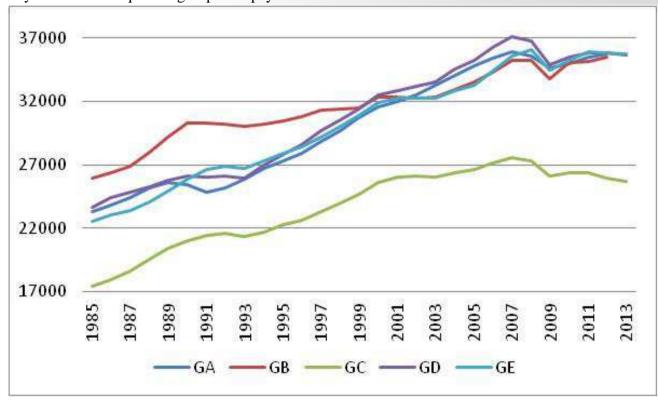
E pour celui qui contient l'Allemagne.

Période	1985	1991	2001	2007	2011	2012
Australie	23061	24747	32259	36393	37359	37721
Nlle Zélande	18778	17995	23106	26187	25988	26471
États-Unis	29288	32467	40901	45350	44281	44989
Canada	26215	26999	33612	36954	36813	37016
Royaume-Uni	19276	22058	29976	34973	32887	32476
Moyenne GA	23324	24853	31971	35972	35465	35735
Suisse	30607	33288	35802	38876	39516	39626
Japon	21213	27280	28932	31584	30797	31311
Moyenne GB	25910	30284	32367	35230	35157	35469
France	21332	24456	28609	30576	30081	29939
Italie	20395	24072	28216	29008	27073	26353
Portugal	12126	16912	21432	22068	21539	20928
Espagne	15978	20153	25777	28530	26890	26427
Moyenne GC	17458	21398	26008	27546	26396	25912
Belgique	21799	25458	30556	33542	33172	32897
Danemark	23818	25748	31772	34604	32539	32301
Finlande	19941	21634	27893	33501	32057	31584
Norvège	30374	33207	44632	49135	46791	47513
Suède	22365	24119	29434	34783	34861	34926
Moyenne GD	23659	26033	32858	37113	35884	35844
Allemagne	22502	27016	30708	33404	34628	34808
Autriche	22236	26052	31926	35859	36204	36356
Pays-Bas	22999	26709	34089	37585	37065	36473
Moyenne GE	22579	26592	32241	35616	35966	35879

Performances: PIB par tête (\$ ÉU, prix constants, PPA constantes)

Performances : PIB par tête (\$ É-U, prix constants, PPA constantes)





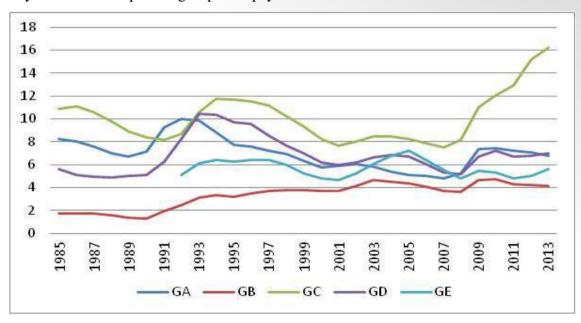
Période	1985	1991	2001	2007	2011	2013
Australie	8,3	9,6	6,7	4,4	5,1	5,7
Nlle Zélande	3,7	10,6	5,5	3,7	6,5	6,2
États-Unis	7,2	6,8	4,8	4,6	8,9	7,4
Canada	10,6	10,3	7,3	6,1	7,5	7,1
Royaume-Uni	11,4	8,8	5,1	5,4	8,1	7,6
Moyenne GA	8,2	9,2	5,9	4,8	7,2	6,8
Suisse	0,9	1,7	2,3	3,6	4,0	4,3
Japon	2,6	2,1	5,0	3,8	4,6	4,0
Moyenne GB	1,7	1,9	3,7	3,7	4,3	4,2
France	8,5	7,8	7,4	7,7	8,8	9,9
Italie	8,3	8,3	9,0	6,1	8,4	12,2
Portugal	8,9	4,4	4,0	8,0	12,7	16,3
Espagne	17,8	12,2	10,1	8,3	21,6	26,4
Moyenne GC	10,9	8,2	7,6	7,5	12,9	16,2
Belgique	10,1	6,4	6,7	7,5	7,2	8,4
Danemark	6,6	7,8	4,5	3,8	7,6	7,0
Finlande	5,1	8,0	9,1	6,9	7,8	8,2
Norvège	2,5	5,3	3,5	2,5	3,2	3,4
Suède	3,6	3,7	5,8	6,1	7,8	8,0
Moyenne GD	5,6	6,3	5,9	5,3	6,7	7,0
Allemagne*	X6	6,6	7,9	8,7	6,0	5,3
Autriche	3,6	3,5	3,6	4,5	4,2	5,0
Pays-Bas	8,8	5,2	2,4	3,5	4,3	6,6
Moyenne GE	6,2	4,4	4,6	5,5	4,8	5,6

Performances: taux de chômage (%)

(source : OCDE)

Performances: taux de chômage (%)

Moyenne arithmétique des groupes de pays



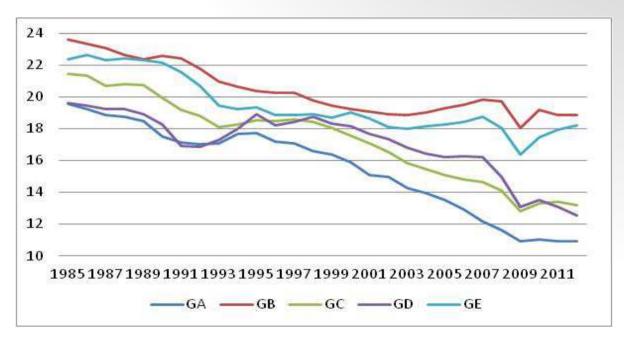
Période	1985	1991	2001	2007	2011	2012
Australie	17,2	14,1	11,9	10,3	7,6	8,3
Nlle Zélande	23,4	19,2	16,3	13,3	13,2	12,9
États-Unis	19,4	17,8	14,3	13,5	12,7	12,5
Canada	17,9	15,8	18,0	12,7	10,9	10,8
Royaume-Uni	19,9	18,9	14,9	11,0	10,3	10,0
Moyenne GA	19,6	17,1	15,1	12,2	10,9	10,9
Suisse	21,0	20,0	18,7	19,3	19,1	19,0
Japon	26,2	24,9	19,4	20,3	18,6	18,7
Moyenne GB	23,6	22,4	19,0	19,8	18,9	18,9
France	19,2	17,3	14,7	11,9	10,2	10,0
Italie	24,3	21,6	19,6	18,3	16,3	15,5
Portugal	18,8	17,9	16,6	14,1	13,8	13,9
Espagne	23,3	20,1	17,4	14,4	13,3	13,3
Moyenne GC	21,4	19,2	17,1	14,7	13,4	13,2
Belgique	21,7	20,3	18,0	15,9	13,8	13,4
Danemark	17,9	16,2	15,1	13,5	10,8	10,7
Finlande	24,0	18,9	25,2	23,3	16,7	15,4
Norvège	12,7	11,0	9,9	9,2	7,7	7,7
Suède	21,6	18,2	20,1	19,1	16,4	15,7
Moyenne GD	19,6	16,9	17,7	16,2	13,1	12,6
Allemagne	28,1	26,6	22,1	23,1	22,7	23,8
Autriche	22,2	21,1	20,0	19,9	18,5	18,2
Pays-Bas	16,8	17,0	13,9	13,3	12,7	12,6
Moyenne GE	22,3	21,5	18,7	18,8	17,9	18,2

Les performances en contexte : Valeur ajoutée des activités de fabrication en % du PIB

(source : Cnuced)

Les performances en contexte : Valeur ajoutée des activités de fabrication en % du PIB

Moyenne arithmétique des groupes de pays



	Taux de pauvreté	Indice de	Indice de Gini des revenus (après impôts et transferts)					Inégalité revenu (rapport \$90/\$10)						
	au travail (mi-2000)	1995	5	200	005		2010		1995		2005		2010	
Australie	3,1	0,31		0,32	04	0,33		7,7		7,7	04	8,9		
Nlle Zělande	8,3	0,34		0,34	03	0,32	0.0	8,9		9,1	03	8,0	3	
États-Unis	12,3	0,36		0,38		0,38		12,5		15,5		15,9		
Canada	9,1	0,29		0,32		0,32		7,2		8,8		8,9		
Royaume-Uni	3,1	0,34	94	0,34		0,34		8,9	94	9,1		10,0		
Suisse	nd	nd		nd		0,30	5.5	nd		nd		7,3	*	
Japon	10,9	0,32		0,33	06	0,34	53	10,2		10,3	06	10,7	*	
France	4,8	0,28	96	0,29		0,30		6,1	96	6,6		7,2		
Italie	8,2	0,33		0,33	04	0,32		10,6		9,8	04	10,2		
Portugal	9,9	nd		0,37		0,34		nd		11,6		9,3		
Espagne	9,2	nd		0,32		0,34		nd		10,4		13,1		
Belgique	4,3	nd		0,27		0,26		nd		5,9		5,6		
Danemark	3,1	0,22		0,23		0,25		4,0		4,6		5,3		
Finlande	4,0	0,22		0,25	04	0,26		4,2		5,2	04	5,4		
Norvège	1,7	0,24		0,28	04	0,25		5,4		6,6	04	6,0		
Suède	4,0	0,21		0,23	04	0,27		4,1		4,7	04	6,1		
Allemagne	4,9	0,27		0,29	04	0,29		6,0		6,6	04	6,7		
Autriche	4,3	nd		0,26		0,27		nd		5,7		5,9		
Pays-Bas	5,9	0,30		0,28		0,29		6,7		6,5		6,9		

Performanc es sociales (source : OCDE)

Principaux résultats

- Très grande stabilité de long terme, y compris durant la crise, des groupes de pays ici constitués sur la base de six indicateurs caractérisant leur « dialogue social »
- Résultat classique ici retrouvé : performances équivalentes en matière de croissance et de chômage des pays « anglophones » et des pays « nordiques » et « continentaux »; performances sociales supérieures de ces deux derniers groupes
- Moindres performances des configurations intermédiaires
- Poids de l'industrie : contingence ou poids structurant des grandes firmes (causalité inversée) ?

Pour conclure

- Une analyse délibérément simple et partielle
- Des résultats robustes
- Ne pas surestimer les complémentarités institutionnelles
- Equilibrages en constellations évolutives
- Le jeu des acteurs de l'entreprise ne peut s'envisager indépendamment de celui de l'Etat
- L'hégémonie du secteur industriel central est affaiblie, ce qui suppose, pour trouver un équivalent fonctionnel, de renouveler les modes de contrôle du marché du travail

Complément : les indicateurs selon les groupes distingués

Période	1985	1991	2001	2007	2011
Australie	43,9	39,2	24,2	18,2	18,1
Nlle Zélande	56,0	42,9	22,3	21,3	20,8
États-Unis	17,4	15,5	12,9	11,6	11,3
Canada	35,3	35,1	30,5	29,4	29,4
Royaume-Uni	46,0	39,7	29,4	27,4	27,1
Moyenne GA	39,7	34,5	23,8	21,6	21,3
Suisse	24,9	22,5	19,7	18,5	17,2
Japon	28,8	25,2	20,9	18,3	19,0
Moyenne GB	26,9	23,9	20,3	18,4	18,1
France	13,6	9,8	7,9	7,6	7,9
Italie	42,5	38,7	34,2	33,5	35,2
Portugal	44,6	28,2	22,4	20,8	19,3
Espagne	10,2	14,7	15,9	14,7	15,6
Moyenne GC	27,7	22,8	20,1	19,1	19,5
Belgique	52,4	54,3	49,6	52,9	50,4
Danemark	78,2	75,8	73,8	69,1	68,5
Finlande	69,1	75,4	74,5	70,3	69,0
Norvège	57,5	58,1	53,9	53,7	54,6
Suède	81,3	81,9	77,3	71,0	68,9
Moyenne GD	67,7	69,1	65,8	63,4	62,3
Allemagne	34,7	36,0	23,7	19,9	18,0
Autriche	51,6	45,5	35,7	29,9	27,8
Pays-Bas	28,0	24,1	21,8	20,2	19,0
Moyenne GE	38,1	35,2	27,1	23,3	21,6

Densité syndicale par groupe de pays (source : ICTWSS 2013)

Période	1985	1991	2001	2007	2011
Australie	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3
Nlle Zélande	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4
États-Unis	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Canada	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Royaume-Uni	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Moyenne GA	0,48	0,38	0,38	0,38	0,38
Suisse	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5
Japon	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Moyenne GB	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
France	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Italie	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Portugal	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Espagne	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Moyenne GC	0,275	0,275	0,3	0,3	0,3
Belgique	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Danemark	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5
Finlande	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Norvège	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7
Suède	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Moyenne GD	0,64	0,6	0,56	0,56	0,56
Allemagne	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7
Autriche	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
Pays-Bas	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7
Moyenne GE	0,77	0,77	0,7	0,7	0,7

Autorité des syndicats sur leurs affiliés (source: ICTWSS 2013)

Période	1985	1991	2001	2007	2011
Australie	4	4	2	2	2
Nlle Zélande	3	1	1	1	1
États-Unis	1	1	1	1	1
Canada	1	1	1	1	1
Royaume-Uni	1	1	1	1	1
Moyenne GA	2	1,6	1,2	1,2	1,2
Suisse	4	3	3	3	3
Japon	5	5	4	4	4
Moyenne GB	4,5	4	3,5	3,5	3,5
France	2	2	2	2	2
Italie	2	2	3	3	3
Portugal	2	3	2	2	3
Espagne	4	2	3	4	4
Moyenne GC	2,5	2,25	2,5	2,75	3
Belgique	5	4	5	5	5
Danemark	3	4	4	4	4
Finlande	5	5	5	3	5
Norvège	3	4	4	4	4
Suède	4	5	4	4	4
Moyenne GD	4	4,4	4,4	4	4,4
Allemagne	4	4	3	4	4
Autriche	4	4	4	4	4
Pays-Bas	4	4	3	3	3
Moyenne GE	4	4	3,3	3,7	3,7

Degré de coordination

Période	1985	1991	2001	2007	2011
Australie	0	0	0	0	0
Nlle Zélande	0	0	0	0	0
États-Unis	0	0	0	0	0
Canada	0	0	0	0	0
Royaume-Uni	1	1	1	1	1
Moyenne GA	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Suisse	1	1	1	1	1
Japon	1	1:	1	1	1
Moyenne GB	1	1	1	1	1
France	2	2	2	2	2
Italie	1	1	1	1	1
Portugal	1	1	1	1	1
Espagne	1	1	1	1	1
Moyenne GC	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25
Belgique	2	2	2	2	2
Danemark	2	2	2	2	2
Finlande	2	2	2	2	2
Norvège	2	2	2	2	2
Suède	3	3	3	3	3
Moyenne GD	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Allemagne	3	3	3	3	3
Autriche	3	3	3	3	3
Pays-Bas	3	3	3	3	3
Moyenne GE	3	3	3	3	3

Droits des structures représentan ts les salariés

Période	1985	1991	2001	2007	2011 ou d anno	
Australie	85,0	75,0	50,0	45,0	45,0	2007
Nlle Zélande	65,0	54,0	20,0	17,0	17,0	2007
États-Unis	20,5	18,2	14,7	13,3	13,0	2011
Canada	37,0	38,2	32,2	31,5	28,8	2011
Royaume-						
Uni	64,0	54,0	35,5	34,6	31,2	2011
Moyenne GA	54,3	47,9	30,5	28,3	27,0	
Suisse	48,0	44,1	42,3	49,5	49,1	2010
Japon	26,0	22,3	18,4	16,1	16,0	2008
Moyenne GB	37,0	33,2	30,4	32,8	32,5	
France	88,3	94,5	92,0	92,0	92,0	2006
Italie	85,0	85,0	85,0	85,0	85,0	2010
Portugal	75,0	98,7	92,0	90,0	90,0	2008
Espagne	82,0	80,6	82,0	77,3	73,2	2010
Moyenne GC	82,6	89,7	87,8	86,1	85,0	
Belgique	96,0	96,0	96,0	96,0	96,0	2010
Danemark	83,0	84,0	83,0	85,0	85,0	2007
Finlande	77,0	85,0	86,5	88,3	89,5	2009
Norvège	70,0	70,0	72,0	74,0	74,0	2008
Suède	85,0	89,0	94,0	91,0	91,0	2011
Moyenne GD	82,2	84,8	86,3	86,9	87,1	
Allemagne	85,0	85,0	68,6	64,1	61,1	2010
Autriche	95,0	98,0	98,8	99,0	99,0	2010
Pays-Bas	80,3	80,0	84,7	85,0	84,3	2010
Moyenne GE	86,8	87,7	84,0	82,7	81,4	

Taux de couverture des accords

Période	1985	1991	2001	2007	2011
Australie	4,0	4,0	2,0	3,0	3,0
Nlle Zélande	3,0	2,0	2,0	2,0	2,0
États-Unis	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Canada	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Royaume-Uni	1,0	1,0	1,5	1,5	1,5
Moyenne GA	2,0	1,8	1,5	1,7	1,7
Suisse	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Japon	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Moyenne GB	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
France	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Italie	3,0	3,0	2,0	4,0	2,0
Portugal	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0
Espagne	4,0	3,0	3,0	3,0	5,0
Moyenne GC	3,3	3,0	2,8	3,3	3,8
Belgique	5,0	4,0	5,0	5,0	5,0
Danemark	5,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Finlande	4,0	4,0	4,0	3,0	4,0
Norvège	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Suède	4,0	4,0	2,0	2,0	2,0
Moyenne GD	4,2	3,4	3,2	3,0	3,2
Allemagne	2,0	2,0	3,0	2,0	2,0
Autriche	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Pays-Bas	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Moyenne GE	2,3	2,3	2,7	2,3	2,3

Intervention du gouvernemen t dans les négociations salariales